



DEPARTEMENT
DES PYRENEES-ORIENTALES

Commune de Montalba le Château
04.68.84.77.88

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

MAIRIE DE MONTALBA-LE-CHÂTEAU

Maître d'ouvrage :

11 cami d'Ille 66130 Montalba-le-Château

Marché :

n°2026-01

Date limite de remise des offres : 3 AOÛT 2026

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CANALISATION
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME
DE RADIO-COMMUNICATION**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DU TITULAIRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :

**LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA CANALISATION D'ADDUCTION
D'EAU POTABLE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME
DE RADIO-COMMUNICATION**

La situation, la description des ouvrages et leurs spécifications techniques, ainsi que l'étendue des prestations diverses mises à la charge du Titulaire, sont indiquées dans le CCTP.

Les notifications se rapportant au Marché seront valablement faites à l'adresse professionnelle (adresse du Mandataire) ou au domicile élu par le Titulaire à proximité des travaux, mentionnés sur l'Acte d'Engagement.

Le terme « Titulaire » désigne le Titulaire du présent marché, selon le cas, une entreprise générale ou un groupement d'entreprises.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières.

1.2. TRANCHES ET LOTS

Le marché est décomposé en 2 lots : lot 1 - Remplacement de la canalisation d'adduction d'eau potable
lot 2 - Mise en place d'un système de radio-communication

1.3. LANGUE DU MARCHÉ

La langue du présent marché est le français.

Tous les documents échangés avec les intervenants du marché ou se rapportant d'une quelconque manière au marché doivent être obligatoirement rédigés en français.

En outre, tout interlocuteur du Maître d'Œuvre ou des représentants du Maître d'ouvrage devra utiliser la langue française.

1.4. MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage des travaux objet du présent marché, au sens de l'article 2 du CCAG est :

**MAIRIE DE MONTALBA-LE-CHÂTEAU
11 camé d'Ille 66130 MONTALBA-LE-CHÂTEAU**

Le représentant est Mme le Maire de Montalba-le-Château

1.5. MAÎTRISE D'ŒUVRE

Le Maître d'Œuvre au sens de l'article 2 du CCAG est :

**MAIRIE DE MONTALBA-LE-CHÂTEAU
11 camé d'Ille 66130 MONTALBA-LE-CHÂTEAU**

1.6. CONTROLE TECHNIQUE (AU SENS DES ARTICLES L111-23 ET SUIVANTS DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION)

Sans objet.

1.7. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Sans objet.

1.8. TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DISTRIBUTION

Travaux soumis à la réglementation issue du décret 2011-1241 du 05/10/2011

Les travaux étant soumis aux dispositions des articles L 554-1 et suivants et R 554-1 à R 554-38 du code de l'environnement, de l'arrêté du 15/02/2012 modifié et aux dispositions complémentaires issues des normes NF S 70-003-1 à 3 concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, les obligations suivantes s'imposent au titulaire.

1.8.1. Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)

Sous réserve des exceptions mentionnées à l'article R 554-25 du code de l'environnement et sauf cas d'urgence visée à l'article R 554-32, le titulaire, après avoir consulté le guichet unique, effectue une DICT auprès de chacun des exploitants des réseaux concernés dans les 10 jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation et la renouvelle dans les cas visés à l'article R 554-33 du code de l'environnement. La DICT doit être établie à partir du formulaire unique DT DICT (formulaire Cerfa n°14434*02).

La déclaration de projet de travaux (DT) et la DICT pourront être effectuées conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire en application des dispositions de l'article R 554-25-IV du code de l'environnement, si les travaux doivent être engagés rapidement et que leur emprise géographique et leur durée sont très limitées.

Le titulaire doit vérifier les écarts entre les récépissés de DICT et de DT et des résultats des opérations de localisation ou investigations complémentaires annexées le cas échéant au DCE. L'apparition en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Après analyse et évaluation par les parties des écarts sur le projet et leurs conséquences contractuelles techniques et financières, le maître d'œuvre informera le titulaire avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa comptabilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Le maître d'ouvrage prendra en compte ces éléments pour le marquage piquetage.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, récépissés et plans des exploitants imprimés au bon format et en assurer la communication aux exploitants des réseaux)

1.8.2. Investigations complémentaires, techniques douces de travaux et opérations de localisation

Sauf cas particulier d'opérations unitaires d'emprise géographique très limitée et de durée limitée, ou de cas d'exemption d'investigations complémentaires visés à l'article R 554-23 III du code de l'environnement (ouvrages souterrains non sensibles pour la sécurité ou situés en dehors des unités urbaines et pour lesquels l'incertitude de localisation ne dépasse pas 1,5 m) le titulaire doit réaliser pendant la période de préparation des investigations complémentaires dans les cas suivants :

- lorsque les travaux de terrassement se situent à proximité d'ouvrages souterrains de transport ou de distribution dont l'incertitude de localisation en coordonnées planimétriques est $> 1,5$ m,
- lorsque les travaux de terrassement se situent en unité urbaine à proximité d'ouvrages souterrains de transport ou de distribution sensibles pour la sécurité, lorsque l'incertitude de leur localisation en coordonnées planimétriques est trop élevée sans être $> 1,5$ m.

1.8.3. Ajournement de travaux

L'absence de réponse d'un exploitant à une DICT relative à des ouvrages en service sensibles pour la sécurité au sens de l'article R 554-21 du code de l'environnement ou déclarés sensibles par les exploitants au niveau du guichet unique, entraînera un ajournement des travaux jusqu'à l'obtention de tous les récépissés de déclaration relatifs à ces ouvrages.

L'absence de réponse d'un exploitant à une DICT relative à des ouvrages qui ne sont pas sensibles pour la sécurité n'entraînera pas d'ajournement des travaux. Le titulaire pourra poursuivre les travaux préparatoires dès lors que 2 jours se seront écoulés après sa relance auprès des exploitants concernés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable d'un retard dans l'engagement des travaux du fait de l'absence de réponse d'un ou plusieurs exploitants de réseaux à une relance à une DICT concernant des ouvrages sensibles pour la sécurité, dès lors que les conditions suivantes auront été satisfaites cumulativement :

- La relance concerne une DICT qui a été adressée dans les délais requis au titre du projet en respectant les conditions prévues à l'article R 554-25 du code de l'environnement,
- La relance à la DICT est envoyée aux exploitants concernés par lettre recommandée avec accusé de réception dès la constatation d'absence de réponse des exploitants (absence de réponse dans le délai de 7 jours (9 jours lorsque la DICT est adressée sous forme non dématérialisée), à compter de l'envoi de la DICT,
- Le Maître d'ouvrage a été averti par le titulaire de l'absence de réponse de l'exploitant et du retard prévisible en résultant pour le commencement des travaux.

1.8.4. Arrêt de travaux

En complément des dispositions de l'article 49 du CCAG, le titulaire devra sursoir à l'exécution des travaux en cours de chantier dans les situations suivantes :

- Découverte ou endommagement accidentel d'ouvrages non identifiés avant les travaux, y compris les branchements non localisés et non dotés d'affleurant visible depuis le domaine public, lorsque ces ouvrages sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité,
- Différence notable de localisation des ouvrages en sous-sol par rapport aux indications fournies à l'Entrepreneur par les exploitants de réseaux, conduisant à une incertitude de localisation supérieure à 1,5 m ou à un écart supérieur à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ceux-ci et entraînant un risque d'endommagement de réseaux sensibles représentant un danger pour les personnes.

En présence d'une telle situation, le titulaire sursoit à l'exécution des travaux adjacents aux ouvrages concernés. Il en informe le Maître d'ouvrage par tout moyen, dans les 24 h (jour ouvré), en lui précisant les conséquences immédiatement perceptibles de l'arrêt de travaux sur le déroulement du chantier et les impacts sur le personnel, les engins et autres moyens mobilisés pour le chantier.

Si le maître d'ouvrage estime la suspension de travaux injustifiée, il en informe le titulaire par tout moyen dans les 24 h (jour ouvré) à compter de la prise de connaissance de la suspension des travaux. Si le Maître d'ouvrage estime la suspension des travaux justifiée, il transmet au titulaire un ordre écrit signifiant l'arrêt des travaux, sa date de prise d'effet et éventuellement sa durée.

Un constat contradictoire est alors établi selon le formulaire prévu à cet effet (document CERFA n°1476701) avant la reprise des travaux.

La reprise des travaux intervient sur décision du Maître d'ouvrage, après communication au titulaire des précautions à respecter.

Pendant toute la durée de l'arrêt des travaux, le chantier est maintenu en sécurité par le titulaire. L'ordre écrit signifiant l'arrêt des travaux ouvre droit au versement d'une indemnité au titulaire pour compenser le préjudice subi du fait de cet arrêt et des précautions à respecter. La durée de l'arrêt de travaux prise en compte pour l'évaluation de l'indemnité est calculée depuis la date d'effet mentionnée dans l'ordre d'arrêt jusqu'à la décision de reprise des travaux du Maître d'ouvrage.

1.8.5. Constat amiable de dommage

En cas d'endommagement de réseaux ou de déplacement de plus de 10 cm d'un réseau flexible ou

encore pour toute autre anomalie constatée, un constat amiable de dommage devra être établi par le titulaire avec l'exploitant du réseau concerné.

1.9. TITULAIRE

Le Titulaire du présent marché est précisé à l'Acte d'Engagement.

1.10. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L622-13 du Code du Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du Titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L641-10 du Code du Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, par le Titulaire, à aucune indemnité.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :
Les pièces particulières prévalent sur les pièces générales.

2.1. PIECES PARTICULIERES

- Pièce n° 1 : Acte d'Engagement et ses annexes ;
- Pièce n° 2 : Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), accepté sans modification ;
- Pièce n° 3 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) accepté sans modification et le plan
- Pièce n° 4 : Bordereau des prix unitaires pour chacun des lots ;
- Pièce n° 5 : Règlement de consultation accepté sans modification
- Pièce n°6 : Plans
- Pièce n°7 : Attestation de visite

2.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux, suivant la composition fixée par le dernier décret paru au jour d'établissement des prix, et en particulier les fascicules suivants et en particulier le fascicule suivant :
 - Fascicule 71 : « Fourniture et pose de canalisations d'eau ».

- les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du Ministère en charge de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, et des Transports, et particulièrement aux fascicules 70 et 71 ;
- la loi du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- la loi 78-12 du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;
- le Code des Marchés Publics.

NOTA

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Le Titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

2.3. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement, s'il y a lieu, au Titulaire mandataire, ses co-traitants, et leurs sous-traitants éventuels.

Les modalités d'acceptation et de paiement des sous-traitants éventuels font l'objet de l'article 3.5.1 du présent C.C.A.P.

2.4. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)

Sans objet.

2.5. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

2.5.1. Généralités

Les prix du marché sont établis hors TVA

Ils tiennent compte, de façon générale, de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécution des travaux visées à l'article 10-1 du CCAG-Travaux et notamment de celles qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ainsi que, de façon particulière, de toutes les sujétions, aléas et prestations diverses laissées à la charge du Titulaire aux termes du présent C.C.A.P., du C.C.T.P., et des autres pièces particulières du marché.

Les prix sont établis :

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
- Nombre de jours de gel à -10° entre 7Heures et 20 heures constatés pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteint au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation,
- La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation

2.5.2. Unité monétaire

Les factures doivent être libellées dans l'unité monétaire choisie dans l'Acte d'Engagement.

2.5.3. Rémunération

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

2.5.4. Décomposition et sous-détail des prix unitaires ou forfaitaires

Sans objet

2.5.5. Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes s'effectue selon les règles de la comptabilité publique (décret n°2013-269 du 29/03/13) et dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Lorsque le Titulaire remet au maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 et 13.2 du CCAG-Travaux ;
- la demande de paiement finale, l'établissement du décompte général et le paiement du solde sont réalisés suivant les dispositions des articles 13.3 et 13.4 du CCAG-Travaux.
- Quarante jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Trente jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

La remise des demandes de paiement est effectuée mensuellement et est établie selon les modalités suivantes :

- Elle est datée et adressée en double exemplaire au maître d'œuvre
- La facture doit obligatoirement porter les mentions suivantes :
 - Le numéro du marché
 - Nom ou raison sociale du créancier
 - Le numéro de compte bancaire ou postal
 - Désignation de la collectivité
 - Décompte des sommes dues reprenant la nature et la date d'exécution des prestations, le prix et la quantité
 - Indication du taux et de montant de la TVA ou indication de non assujettissement
 - Le montant total TTC des prestations exécutées

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde. Le mode de règlement est le virement administratif.

2.5.6. Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11-3 du CCAG, il est précisé que les approvisionnements figurant dans les décompositions des prix forfaitaires ou dans les sous-détails de prix peuvent figurer dans les décomptes mensuels, sous réserve de justification de l'approvisionnement effectif sur le chantier (bon de livraison, constatation du Maître d'œuvre, ...).

2.5.7. Augmentation ou diminution dans la masse des travaux

- Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 15.4 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

- Diminution du montant des travaux

Il sera fait application de l'article 16 du CCAG travaux.

- Par dérogation aux articles 15, 16 et 17 du CCAG-Travaux, les variations dans les quantités indicatives portées au détail-estimatif et dépendant de la nature des sols rencontrés lors des travaux ou de la réutilisation des matériaux, ne donnent pas lieu à l'application des indemnités qui sont prévues aux 15.3, 16.1 et 17.2 desdits articles.
- Décision de poursuivre

Lorsque les travaux exécutés atteignent le montant contractuel, la poursuite de leur exécution peut être notifiée par une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis.

2.6. VARIATION DANS LES PRIX

2.6.1. Modalités

Les prix sont fermes et définitifs.

2.6.2. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

2.7. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

2.7.1. Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

2.7.2. Désignation des sous-traitants du marché

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 102 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 102 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015 ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

2.7.3. Modalités de paiement direct des co-traitants

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Lorsque chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement solidaire, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

2.7.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Conformément à l'article 102 de l'ordonnance n°2015-899 du 23/07/2015, le sous-traitant adresse au titulaire du marché sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

La demande de paiement est accompagnée de la facture libellée au nom du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur où à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée dans le marché par le pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et, de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Conformément à l'article 6 du décret 2013-269 du 29/03/13, le délai de paiement du sous-traitant est identique à celui applicable au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

2.8. DELAI DE PAIEMENT DES ACOMPTES ET DU SOLDE

Il sera fait application du décret n°2013-269 du 29/03/2013.

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché devra intervenir dans le délai global maximum fixé à l'article 98 du Code des Marchés Publics (30 jours).

Le point de départ du délai de paiement des acomptes est fixé à la date de la réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement émise par le Titulaire du marché, accompagnée des justifications nécessaires. Le point de départ du délai de paiement du solde est fixé à la date de réception du décompte général et définitif par le Maître d'Ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est celui fixé à l'article 8 du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le mandatement sera effectué sur la base provisoire de sommes admises par le Maître d'Œuvre. Si les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au Titulaire, un mandatement complémentaire interviendra.

2.9. SUSPENSION DES DELAIS DE PAIEMENT

Si du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est suspendu.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le Titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée, avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le nouveau délai global de paiement à la fin de la suspension est au minimum de 30 jours ou bien égal au délai restant à courir si celui-ci est supérieur à 30 jours.

3.DELAIS - PENALITES - PRIMES ET RETENUES

3.1 DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai global est fixé dans l'acte d'engagement.

Le délai global comprend la période de préparation et la période d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris essais, épreuves, mise en service, repliement des installations de chantier et remise en état des terrains et des lieux.

3.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution peut être prolongé dans les cas prévus à l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle du 3 de l'article 19.2 précité, visant le cas des **intempéries**, les précisions suivantes sont apportées :

- pour être pris en compte, les arrêts de travail consécutifs à des intempéries doivent être constatés et acceptés par le Maître d'Œuvre. A cette fin, la signature par lui des feuilles d'intempéries ou du cahier spécialement ouvert à cet usage sur le chantier, fait foi de son acceptation ;
- les intempéries sont classées en 3 catégories selon les conséquences qu'elles entraînent :
 - rendre dangereuses ou insalubres les conditions d'exécution des travaux (dispositions législative ou réglementaire – 1er alinéa du 19.2.3 du CCAG-Travaux) ;
 - entraver ou rendre impossible l'exécution des travaux (dispositions législative ou réglementaire – 1er alinéa du 19.2.3 du CCAG-Travaux);
 - avoir une intensité ou une durée telle que leur survenance était absolument imprévisible. Ces intempéries exceptionnelles rejoignent le cas de phénomènes naturels ayant le caractère de force majeure ou de sujétions imprévues ;
- ces trois catégories d'intempéries arrêtent l'exécution des travaux et donnent droit à prolonger le délai d'exécution d'un nombre de jours réellement constatés au cours desquels le travail a été arrêté du fait des intempéries, conformément aux dites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué ci-après ;
- la prolongation du délai d'exécution éventuellement accordée sera notifiée au Titulaire par ordre de service, sur présentation au Maître d'Œuvre au plus tard avec le dernier décompte provisoire, d'un état récapitulatif accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Cette prolongation pour intempéries –hormis le cas des intempéries exceptionnelles visées ci-

dessus et relevant de l'article 18.3 du CCAG-Travaux- n'ouvre pas droit à indemnisation particulière du Titulaire ;

- pour l'application de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le nombre de jours d'intempéries réputées prévisibles est fixé à cinq (5) jours.

3.3 PROLONGATION OU REPORT DES DELAIS EN MATIERE DE TRANCHES CONDITIONNELLES

Sans objet

3.4 PENALITES – PRIMES D'AVANCES

Les pénalités ne sont pas soumises à TVA. Leur montant n'est pas plafonné.

En complément des dispositions de l'article 20.6 du CCAG, les contestations éventuelles sur les modalités de répartition des pénalités entre les membres du groupement ne peuvent pas être opposées au Maître d'Ouvrage ou à son Maître d'Œuvre.

Les dispositions de l'article 20 sont applicables sous réserve des précisions suivantes :

Par dérogation à l'article 20-1-4 du CCAG-Travaux, la formule de variation de prix prévue au marché ne sera pas appliquée aux pénalités.

Par dérogation à l'article 20-4 du CCAG-Travaux, le Titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

3.4.1 Primes d'avances

Il ne sera pas délivré de primes d'avance (article 20.2 al. 1 du CCAG-Travaux).

3.4.2 Pénalités pour retard dans le délai d'exécution des travaux

Les pénalités encourues en cas de dépassement des délais contractuels sont celles définies à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, à savoir 1/3 000^{ème} du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée, par jour de retard. Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard par le Maître d'Œuvre et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser à l'Entreprise une mise en demeure préalable.

3.4.3 Pénalités pour retard dans la remise des documents contractuels

3.4.3.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents préalables à l'exécution, en particulier des documents relatifs à la Sécurité et à la Protection de la Santé (PPSPS)

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8.2 du présent CCAP, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48-1 du CCAG TRAVAUX, une pénalité journalière fixée à 500 € / jour calendaire (cinq cent).

3.4.3.2 Pénalités pour retard dans la remise des documents d'exécution

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8.3 du présent C.C.A.P., le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48-1 du CCAG-Travaux, une pénalité journalière de : 500 € / jour calendaire (cinq cent).

3.4.3.3 Retenue pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution des travaux conformément à l'article 9.6. du C.C.A.P.

Le règlement du décompte définitif et la libération des sûretés restent soumis à la production de ces documents.

3.4.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

Toute Entreprise (y compris sous-traitants) ayant été dûment convoquée par écrit devra être représentée aux réunions de chantier par un des représentants nommément désignés au début des travaux.

Toute absence de ce représentant ne résultant pas d'un cas de force majeure sera sanctionnée par une pénalité de 500 € / réunion (cinq cents).

3.5 PENALITES POUR NON RESPECT DES PERFORMANCES GARANTIES

Sans objet.

3.6 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Ces opérations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 37 du CCAG-Travaux.

Pour l'application éventuelle du 3 de cet article, il est précisé qu'une pénalité de 500 € (cinq cent) pourra être appliquée par jour de retard, en complément des mesures prises au titre du 2 du même article.

3.7 MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULE

Une pénalité pourra être appliquée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

4 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.1 RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions des articles L. 2191-7 et R. 2191-33 à R. 2191-35 du Code de la commande publique, une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

4.2 AVANCE

Sans Objet

4.3 AVANCES SUR MATERIELS

Aucune avance sur matériels nécessaires à la réalisation des travaux de chantier ne sera versée au Titulaire.

4.4 NANTISSEMENT

En cas d'entreprises groupées solidaires, les Opérateurs se feront ouvrir un compte unique de nantissement.

5 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

5.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le choix des matériels, matériaux et produits de base à installer est laissé à l'initiative du titulaire dans le strict respect des directives du C.C.T.P. du contrat, des dispositions de la directive 89/106/CE et des textes réglementaires pris pour son application.

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et autres composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Dans tous les cas où un marquage CE est requis, le titulaire doit s'assurer que ses fournisseurs et sous-traitants respectent les procédures d'attestation de conformité nécessaires à la délivrance du marquage CE.

5.2 CARACTERISTIQUES, QUALITES VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG- Travaux concernant les caractéristiques et qualités minimales des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Il précise éventuellement aussi quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

ESSAIS ET VERIFICATION COMPLEMENTAIRE

Le Maître d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

Qu'ils soient effectués par le Titulaire ou par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître de l'Ouvrage, sauf s'il s'agit de contrôles nécessités par des ouvrages réalisés par l'Entreprise et présentant des anomalies.

5.3 GARANTIE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Il sera fait application de l'article 8 du C.C.A.G.

De par sa participation, le titulaire cède au maître d'ouvrage les droits de reproduction et de représentation des documents remis (documents originaux y compris le cas échéant documents graphiques, quel qu'en soit le support matériel ou numérique), pour un usage strictement non commercial conforme à ses compétences légales et dans le cadre des missions de service public qu'il exécute, pour toute forme de communication, sous réserve d'en citer les sources, ainsi que, pour l'attributaire, le droit de réalisation des ouvrages et idées qui sont développés dans leur projets. Ces droits sont cédés pendant toute la durée des droits de propriété intellectuelle à compter de la réception des documents et vaut pour tous pays.

6 CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

6.1 ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE TRAVAUX

6.1.1 Essais et contrôles généraux

Les travaux sont soumis aux dispositions générales prévues à l'article 24 du CCAG-Travaux et aux fascicules concernés du CCTG-Travaux, complétés éventuellement par les dispositions particulières insérées au CCTP.

6.2 RECEPTION

Le titulaire avise le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés au moins 15 jours avant la date pressentie.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG relatives au déroulement des opérations de réception sont seules applicables.

Si certaines épreuves, mentionnées dans les pièces particulières du contrat, ne peuvent être exécutées qu'après une durée déterminée de fonctionnement de l'ouvrage ou à des périodes de l'année définies, la réception est toujours prononcée sous réserve de résultats satisfaisants de ces épreuves.

6.2.1 Opérations Préalables à la Réception

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ; cette vérification ne dégage pas la responsabilité de l'entrepreneur dans le respect et la mise en œuvre des spécifications et prescriptions des fournisseurs ;
- la vérification effective est conditionnée à la fourniture par le Titulaire d'une liste des matériels faisant l'objet de spécifications et prescriptions (cf. article « Documents fournis après exécution – DOE » du présent CCAP). A défaut, le Titulaire établira un document garantissant qu'il a respecté ces prescriptions et spécifications des fournisseurs ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Maître d'Œuvre et signé par lui et par le Titulaire.

Dans le **délai de cinq jours** suivant la date du procès-verbal, le Maître d'Œuvre fait connaître au titulaire s'il a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Dans le cas où le Maître d'Œuvre ne respecte pas le délai de cinq jours mentionné à l'alinéa précédent, les Titulaires peuvent transmettre un exemplaire du procès-verbal au représentant du pouvoir adjudicateur, afin de lui permettre de prononcer la réception des travaux, le cas échéant.

6.2.2 Réception des travaux

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves.

S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement de l'ensemble des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les **trente jours suivant** la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement de l'ensemble des travaux.

6.2.3 Réserves

Lorsque la réception est assortie de réserves, le(s) Titulaire(s) doit (doivent) remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article « *Délai de garantie* » du présent CCAP.

6.2.4 Imperfections – Réfections sur les prix

Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître de l'Ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés estimées défectueux et proposer au(x) Titulaire(s) une réfaction sur les prix.

Si le(s) Titulaire(s) concerné(s) demeure(nt) tenu(s) de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

6.2.5 Prise de possession des ouvrages

Toute prise de possession des ouvrages par le Maître d'Ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

Il n'est pas prévu de réception partielle au sens de l'article 42.1 du CCAG-Travaux

6.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Il sera fait application de l'article 43 du CCAG-Travaux.

6.4 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION (ARTICLE 40 DU CCAG-TRAVAUX)

Les plans de récolement (voir CCTP)

7 ASSURANCES - RESPONSABILITES

7.1 GARANTIES CONTRACTUELLES

7.1.1 Délai de garantie

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est d'UN AN à compter de la date d'effet de la réception.

Ainsi, le Titulaire garantit pendant UN AN à compter de cette date, le bon fonctionnement de tous les équipements et ouvrages mis en place (**garantie de parfait achèvement**).

Le Titulaire restera responsable des installations réalisées par ses soins jusqu'à l'expiration du délai de garantie. Au titre de cette responsabilité, il doit :

- exécuter les travaux et prestations éventuelles de finition ou de reprise ;
- remettre en état ou remplacer toutes parties d'ouvrages ou toutes pièces qui seraient reconnues défectueuses, soit par vice de construction, défaut de matière ou de pose ;

- procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCTG.

Par contre, le Titulaire ne sera pas rendu responsable des bris de matériel ou du fonctionnement défectueux d'appareils qui seraient la conséquence d'erreurs matérielles ou de fausses manœuvres du personnel chargé de la conduite des installations, ou de malveillance, ou de tout autre cas de force majeure régulièrement constaté.

Il est précisé, pour les équipements, que les avaries provoquées par le froid ne seront, en aucun cas, considérées comme résultant d'un événement de force majeure, sauf si les installations de chauffage ou de protection contre le froid incombant au Titulaire et exécutées et fournies par lui n'avaient pas été utilisées par le Maître d'Ouvrage ou l'Exploitant qu'il aura désigné.

7.1.2 Prolongation du délai de garantie

Si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations consécutives à tout désordre observé, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations permettant le fonctionnement nominal des ouvrages.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de relever le Titulaire de ses obligations et de faire exécuter les travaux restants à ses frais et risques.

7.1.3 Garantie décennale

Le Titulaire est tenu à la garantie décennale prévue aux articles 1792 et 1792-4-1 du Code Civil.

7.1.4 Garanties particulières

7.1.4.1 Garantie particulière concernant les équipements électromécaniques

Le titulaire garantit le Maître de l'Ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des équipements électromécaniques pour une durée minimale de 2 (deux) ans.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Œuvre après accord du maître d'ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le Maître d'Œuvre à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution insuffisantes ou à une erreur de conception des ouvrages.

Le titulaire sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

7.1.4.2 Garantie particulière d'étanchéité

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des ouvrages réalisés au titre du marché pendant un délai de 10 (dix) ans. Cette garantie s'étend en particulier à l'étanchéité des réseaux mis en place, aux traversées d'ouvrages existants et à tous travaux de liaisonnement d'ouvrages neufs avec des ouvrages existants.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

7.2 ASSURANCES

Le candidat retenu auquel il est envisagé d'attribuer le marché (ou chaque opérateur co-traitant) est tenu de justifier qu'il a contracté, tant pour lui-même que pour ses sous-traitants, dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les assurances nécessaires permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Maître d'Ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations et la garantie décennale.

8 CONTESTATION ET RECOURS

S'il apparaît un différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage du fait de l'exécution du Marché, tant en termes techniques que financiers, le Titulaire s'engage en préalable à toute procédure, à rechercher la médiation de l'Expert mandaté par le Maître d'Ouvrage.

9 RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus aux articles 45 à 49 du CCAG TRAVAUX et dans le respect des dispositions de l'article 48 du CCAG TRAVAUX.

D'autre part, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.